ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 octobre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 décembre 1962 relatif à l'organisation de l'Ecole royale du service de santé ainsi qu'au recrutement et à la formation des candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes", donné le 14 novembre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e oktober 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 december 1962 betreffende de inrichting van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, alsmede de aanwerving en de opleiding van de kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen", heeft de 14e november 1963 het volgend advies gegeven :

L'alinéa 1er du préambule devrait être rédigé de la manière suivante :

"Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, notamment l'article 6 et l'article 10, modifié par la loi du 26 juillet 1962;".

\+

\+ +

L'article 1er du projet remplace l'article 28, § 2, de l'arrêté royal du 4 décembre 1962.

La nouvelle disposition prévoit notamment :

"La qualité de candidat officier de carrière peut, à tout stade de la formation, être retirée par le Ministre de la Défense nationale au candidat qui :

- de l'avis d'une commission médicale déterminée par le Ministre de la Défense nationale, ou des commissions militaires d'aptitude et de réforme s'il s'agit d'un élève commissionné au grade de sous-lieutenant, ne possède plus les qualités physiques indispensables à l'état d'officier;
- ... ".

L'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme dispose en son article 2 que ces commissions sont notamment chargées :

.../...

"3° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, préalablement au retrait de leur commission".

Cet arrêté royal ne charge pas les commissions militaires d'aptitude et de réforme de se prononcer sur l'inaptitude physique des candidats officiers qui n'ont pas encore été commissionnés au premier grade d'officier. Le Roi pourrait cependant prévoir, dans cette hypothèse, l'intervention de ces commissions en lieu et place de celle de la commission médicale que le projet confie au Ministre de déterminer.

Le Conseil d'Etat, dans son avis concernant le projet d'arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des officiers de carrière par la voie du cadre (L. 8556), a suggéré de compléter l'article 2 de l'arrêté royal du 5 octobre 1959 par une disposition prévoyant l'intervention des commissions militaires d'aptitude et de réforme à l'égard des candidats officiers qui ne sont pas encore commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe.

\+ +

Tenant compte de l'observation qui précède, et de certaines modifications de pure forme, il est suggéré de rédiger l'article 1er du projet de la manière suivante :

"Article 1er.-

L'article 28, § 2, de l'arrêté royal du 4 décembre 1962 relatif à l'organisation de l'Ecole royale du service de santé ainsi qu'au recrutement et à la formation des candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes, est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"§ 2. La qualité de candidat officier de carrière peut, à tout stade de la formation, être retirée par le Ministre de la Défense nationale, au candidat qui, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme, ne possède plus les qualités physiques indispensables à l'état d'officier".

§ 3. La qualité de candidat officier de carrière peut, à tout stade de la formation, être retirée par le Ministre de la Défense nationale sur rapport motivé des chefs hiérarchiques, au candidat qui ne possède plus les qualités morales indispensables à l'état d'officier; le rapport des supérieurs hiérarchiques doit être porté à la connaissance de l'intéressé qui peut y joindre un mémoire justificatif.

S'il s'agit d'un candidat commissionné au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, la procédure prévue pour la démission d'office des officiers de carrière est appliquée".

\+

\+ \+

Si le texte qui vient d'être proposé était adopté, il y aurait lieu de rédiger l'alinéa 1er du nouvel article 31 faisant l'objet de l'article 2 du projet de la manière suivante :

"La commission au grade de sous-lieutenant est retirée à l'élève qui perd la qualité de candidat officier de carrière par application de l'article 28, §§ 2 et 3, ou des articles 38 à 41".

\+

\+ \+

.../...

Les articles 1er et 2 du projet, tels qu'ils ont été rédigés par le Gouvernement ou tels qu'ils viennent d'être proposés, appellent une observation concernant les conséquences que le retrait de la qualité de candidat officier entraîne à l'égard de l'engagement ou du rengagement souscrit par le candidat.

L'article 28, § 2, de l'arrêté royal du 4 décembre 1962 prévoyait que l'engagement ou le rengagement de l'élève renvoyé de l'Ecole pour des motifs graves était résilié d'office.

L'article 32 du même arrêté a trait à la résiliation de l'engagement ou du rengagement du candidat dont la commission au grade de sous-lieutenant a été retirée; il règle cette question en tenant compte des diverses raisons pour lesquelles ce retrait est prononcé.

Il y aurait lieu, dès lors, de revoir l'article 32 et de prévoir, en outre, la résiliation de l'engagement ou du rengagement du candidat qui n'est pas encore commissionné au grade de sous-lieutenant et auquel la qualité de candidat officier de carrière a été retirée pour des raisons d'inaptitude physique ou morale.

\+

\+ \+

Une seconde formule peut cependant être envisagée. Elle aurait pour elle une plus grande simplicité.

.../...

L'article ler du projet remplace l'article 28, § 2, de l'arrêté royal du 4 décembre 1962.

Cet article 28, § 2, a trait au renvoi, pour des motifs graves, de l'Ecole royale du service de santé, de l'élève qui n'est pas encore commissionné au grade de sous-lieutenant. Il figure dans la section 3 du chapitre II, section intitulée "Du régime des élèves pendant leurs études".

L'article 2 du projet remplace l'article 31 du même arrêté, article qui trouve sa place dans la section 4 du même chapitre, section intitulée "De l'accession au grade de sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste". C'est dans cette section 4 que sont prévues les conditions qui doivent être réunies pour pouvoir être commissionné au grade de sous-lieutenant.

Le nouvel article 28 prévoit le retrait de la qualité de candidat officier de carrière non seulement aux candidats qui ne sont pas encore commissionnés au grade de sous-lieutenant, mais également à ceux qui ont déjà bénéficié d'une telle commission.

Le même résultat pourrait être obtenu d'une façon plus simple et plus logique si les articles ler et 2 du projet étaient rédigés de la manière suivante :

Article ler.-

L'article 28, § 2, de l'arrêté royal du 4 décembre 1962 relatif à l'organisation de l'Ecole royale du service de santé ainsi qu'au recrutement et à la formation des candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"§ 2. La qualité de candidat officier de carrière peut être retirée par le Ministre de la Défense nationale au candidat qui, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme, ne possède plus les qualités physiques indispensables à l'état d'officier.

Cette qualité peut également être retirée par le Ministre de la Défense nationale sur rapport motivé des chefs hiérarchiques au candidat qui ne possède plus les qualités morales indispensables à l'état d'officier; le rapport des supérieurs hiérarchiques doit être porté à la connaissance de l'intéressé qui peut y joindre un mémoire justificatif .

Dans ces deux cas, l'engagement ou le rengagement est résilié d'office".

Article 2.-

L'article 31, 4°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

4° à l'élève qui en formule la demande; le Ministre de la Défense nationale peut rejeter la demande s'il estime que le retrait de la commission est contraire à l'intérêt du service".

Het eerste lid van de aanhef zou als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reservcofficieren, inzonderheid op artikel 6 en op artikel 10, gewijzigd bij de wet van 26 juli 1962 ; ".

\+

\+ +

Artikel 1 van het ontwerp vervangt artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 4 december 1962.

De nieuwe bepaling zegt onder meer :

"De hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier kan, in elk stadium van de opleiding, door de Minister van Landsverdediging ingetrokken worden aan de kandidaat die :

- op advies van een medische commissie aangeduid door de Minister van Landsverdediging, of van de militaire commissies voor geschiktheid en reform als het een leerling aangesteld tot de graad van onderluitenant betreft, de onmisbare lichamelijke hoedanigheden, vereist voor de staat van officier, niet meer bezit ;

...".

.../...

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform bepaalt in artikel 2, dat die commissies onder meer gelast zijn :

"3° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de in de graad van onderluitenant of van onderluitenant-ter-zee, tweede klasse, aangestelde militairen alvorens dezer aanstelling wordt ingetrokken"

Dat koninklijk besluit gelast de militaire commissies voor geschiktheid en reform niet, uitspraak te doen over de lichamelijke ongeschiktheid van de kandidaat-officieren die nog niet zijn aangesteld in de eerste graad van officier. De Koning zou in dat geval nochtans kunnen bepalen, dat die commissies optreden in de plaats van de "medische commissie" die krachtens het ontwerp door de Minister wordt "aangeduid".

In zijn advies over het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de werving en de vorming van de beroepsofficieren langs het kader (L.8556), heeft de Raad van State in overweging gegeven, artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 aan te vullen met een bepaling, krachtens welke de militaire commissies voor geschiktheid en reform onder meer optreden ten aanzien van de kandidaat-officieren die nog niet zijn aangesteld in de graad van onderluitenant of van luitenant-ter-zee tweede klasse.

\+ +

.../...

Met inachtneming van deze opmerking en van een aantal wijzigingen die alleen de vorm betreffen, wordt in overweging gegeven artikel 1 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 4 december 1962 betreffende de inrichting van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, alsmede de aanwerving en de opleiding van de kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 2. De hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier kan in elk stadium van de opleiding door de Minister van Landsverdediging worden onttrokken aan de kandidaat die, volgens het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform, de voor de staat van officier onmisbare lichamelijke hoedanigheden niet meer bezit.

§ 3. De hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier kan in elk stadium van opleiding, op gemotiveerd advies van de hiërarchische meerderen, door de Minister van Landsverdediging worden onttrokken aan de kandidaat die de voor de staat van officier onmisbare zedelijke hoedanigheden niet meer bezit ; van het verslag van de hiërarchische meerderen moet kennis worden gegeven aan de betrokkene, die er een memorie ter verantwoording mag aan toevoegen.

Betreft het een kandidaat die aangesteld is in de graad van onderluitenant of van luitenant-ter-zee tweede klasse, dan wordt de procedure, bepaald voor het ontslag van ambtswege van beroepsofficieren toegepast".

\+

\+ \+

.../...

Wordt die voorgestelde tekst aangenomen, dan zou het eerste lid van het nieuwe artikel 31, in artikel 2 van het ontwerp, als volgt moeten worden gelezen :

"De aanstelling in de graad van onderluitenant wordt onttrokken aan de leerling die de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier verliest door toepassing van artikel 28, §§ 2 en 3, of van de artikelen 38 tot 41".

+

+ +

Bij de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, zoals zij door de Regering geredigeerd of door de Raad voorgesteld zijn, is een opmerking te maken betreffende de terugslag, die de intrekking van de hoedanigheid van kandidaat-officier heeft op de door de kandidaat aangegane dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis.

Artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 4 december 1962 bepaalde, dat de dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis van de om ernstige redenen uit de School weggezonden leerling ambtshalve werd verbroken.

Artikel 32 van hetzelfde besluit heeft betrekking op de verbreking van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de kandidaat wiens aanstelling in de graad van onderluitenant werd ingetrokken; het regelt die aangelegenheid met inachtneming van de verschillende redenen waarom die intrekking wordt uitgesproken.

.../...

Artikel 32 zou derhalve moeten worden herzien, terwijl bovendien zou moeten worden voorzien in de verbreking van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de kandidaat die nog niet aangesteld is in de graad van onderluitenant en aan wie de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier onttrokken is wegens lichamelijke of zedelijke ongeschiktheid.

\+

\+ \+

Een tweede en eenvoudiger formule kan echter worden overwogen.

Artikel 1 van het ontwerp vervangt artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 4 december 1962.

Bedoeld artikel 28, § 2, heeft betrekking op de wegzending, om ernstige redenen, uit de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, van de leerling die nog niet in de graad van onderluitenant is aangesteld. Het staat in hoofdstuk II, onder afdeling 3, "Regime van de leerlingen tijdens hun studies".

Artikel 2 van het ontwerp vervangt artikel 31 van hetzelfde besluit, welk artikel in hetzelfde hoofdstuk staat onder afdeling 4 "Bevordering tot de graad van onderluitenant-geneesheer, -apotheker of -tandarts". In die afdeling wordt gezegd welke voorwaarden moeten worden vervuld opdat aanstelling in de graad van onderluitenant kan plaatshebben.

.../...

Krachtens het nieuwe artikel 28 kan de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier worden onttrokken, niet alleen aan kandidaten die nog niet in de graad van onderluitenant zijn aangesteld, maar ook aan hen die zulk een aanstelling al hebben gekregen.

Hetzelfde resultaat zou eenvoudiger en logischer kunnen worden bereikt, indien de artikelen 1 en 2 van het ontwerp als volgt werden gelezen :

Artikel 1.-

Artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 4 december 1962 betreffende de inrichting van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, alsmede de aanwerving en de opleiding van de kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. De hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier kan door de Minister van Landsverdediging worden onttrokken aan de kandidaat die, volgens het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform, de voor de staat van officier onmisbare lichamelijke hoedanigheden niet meer bezit.

Die hoedanigheid kan, op gemotiveerd advies van de hiërarchische meerderen, door de Minister van Landsverdediging ook worden onttrokken aan de kandidaat die de voor de staat van officier onmisbare zedelijke hoedanigheden niet meer bezit ; van het verslag van de hiërarchische meerderen moet kennis worden gegeven aan de betrokkene, die er een memorie ter verantwoording mag aan toevoegen.

.../...

In beide gevallen wordt de dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis van ambtswege verbroken".

Artikel 2.-

Artikel 31, 4°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4° aan de leerling die het vraagt ; de Minister van Landsverdediging kan de aanvraag verwerpen indien hij oordeelt dat de intrekking van de aanstelling strijdig is met het belang van de dienst".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.